



Défaillances du marché

Il existe des **imperfections** sur le marché : absence d'atomicité et d'homogénéité, absence de libre entrée et libre sortie. Les marchés sont aussi imparfaits car ils sont **défaillants**.

I. Asymétrie d'information

Une des défaillances de l'information est l'**asymétrie d'information**. L'asymétrie d'information est une situation dans laquelle **tous les agents économiques ne disposent pas de la même information**. Cela a des conséquences sur les prix et sur les comportements. Il y a deux exemples de conséquences d'asymétrie d'information.

A. La sélection adverse

Le premier est le **processus de sélection adverse**. Il existe un processus de sélection adverse **quand l'acheteur a moins d'informations que le vendeur** sur la qualité du produit vendu. Ainsi, il prend le prix comme garant de la qualité des produits. L'exemple que l'on prend traditionnellement est celui du marché des **voitures d'occasions**. Une voiture d'occasion est par principe peu chère, puisque déjà utilisée, mais si une voiture est trop peu chère, l'acheteur va soupçonner un problème ou une arnaque. Le vendeur est donc obligé de fixer un prix plus élevé que ce que vaut réellement sa voiture pour pouvoir susciter la confiance et la vendre.

C'est ce qu'on appelle la sélection adverse : l'agent peut se retirer du marché par manque de confiance, et il faut donc fixer un prix plus élevé pour le rassurer.

B. L'aléa moral

Une autre situation d'asymétrie d'information est l'**aléa moral**. Dans ce cas, **le vendeur a moins d'informations que l'acheteur sur le comportement de l'acheteur** après signature du contrat.

L'exemple que l'on prend le plus souvent est celui des **assurances**. Une compagnie d'assurance n'a aucune information sur votre comportement quand vous aurez signé le contrat d'assurance et donc il n'y a aucune information sur votre prudence au volant. Elle fixe donc des conditions importantes et des prix plus élevés, voire elle peut sélectionner les acheteurs.

II. Allocation non optimale des ressources

En réalité, le marché ne permet pas l'allocation optimale des ressources.

A. Les biens publics

D'une part, le marché laissé à son libre cours avec les conditions de la concurrence pure et parfaite ne permet pas de produire les **biens publics**, car ils sont **non-rivaux** (on peut consommer ce même bien à plusieurs en même temps) et **non-exclusifs** (on ne peut pas empêcher quelqu'un de jouir de ce bien même s'il ne le paie pas).

On parle de **comportement du passager clandestin**. Dans le cas d'un bien public, il n'y a aucune raison que j'accepte de payer pour un bien dont je sais qu'il sera produit de toute façon. Il n'y a donc pas de

marché, puisqu'aucune entreprise n'accepterait de produire un bien pour lequel elle ne serait pas rémunérée. Dans ces cas-là, **c'est l'État qui doit intervenir** pour produire ces biens financés par l'impôt, comme l'éclairage public, les infrastructures routières, etc.

B. Les externalités

Dernière situation très importante d'allocation non optimale des ressources est le problème des **externalités**. Une externalité est une situation dans laquelle un agent économique, lors de son activité de production, **produit des effets externes influençant le bien-être d'agents extérieurs sans qu'il y ait contrepartie monétaire**.

Ces externalités peuvent être positives. Par exemple, la recherche fondamentale a des fortes externalités positives car elle a des impacts sur toute la société.

Ces externalités peuvent être négatives avec des impacts néfastes sur le reste de la société comme la pollution.

En l'absence de régulation par l'État, il se peut que la production soit inférieure à ce qu'elle devrait être. C'est le cas de la recherche : s'il n'y a pas d'incitations à la recherche, comme les rendements et les gains sont insuffisants, il y a peu de recherche. L'État doit donc intervenir pour soutenir la recherche. Et dans le cas de la pollution, l'État doit internaliser les coûts des externalités selon le principe du pollueur-payeur.

Conclusion : Dans tous les cas, les conditions de la concurrence pure et parfaite n'existent pas. Les imperfections et les défaillances du marché incitent à l'intervention de l'État pour réguler, encadrer, voire pour produire certains biens et services.